



Numéro 1 – 21 août 2024

Après les JO Paris 2024 : la vraie vie !

Oui ! La « parenthèse » de la quinzaine des JO a été un moment formidable de rassemblement des athlètes du monde entier, des publics populaires emportés par les engagements sportifs, des succès des équipes nationales, une grande fête en continu dans un Paris sublimé... Avec un bémol pour les petites mains !

Oui ! L'organisation a permis une participation inédite de milliers de personnes dans leur diversité et leur enthousiasme, l'efficacité des services publics et de leurs agents ont été plébiscités par les délégations étrangères et leurs supporters...

Non ! Monsieur le Président : la vraie vie ce n'est pas ça ! Il n'y a jamais eu autant de services d'urgence fermés dans tous les territoires ; les déserts médicaux se sont enkystés partout. La perte de chance de nombre de patients pendant cette période de congés devient la règle...

C'est vrai : la tenue des **jeux olympiques** n'a pas aggravé la situation : **belle organisation, mobilisation des services publics, des moyens financiers à la hauteur des besoins : la preuve que c'est possible** et c'est l'urgence pour faire face aux immenses besoins de santé de la population !

La dure réalité s'impose à nous tous, avec notre président qui entend poursuivre sa politique destructrice, dans le déni insupportable du résultat des élections législatives.

Comme si de rien n'était, le gouvernement démissionnaire (!) travaille à verrouiller les travaux des lois de financement 2025, dont le PLFSS 2025 : encore plus d'économies sur les dépenses sociales, de santé, encore plus de transferts sur les ménages avec un renforcement du privé :

Nous savons par expérience, que rien ne peut changer dans le sens de l'intérêt général, du bien public, sans l'intervention populaire et la volonté de nous rassembler.

Relancer dans de multiples initiatives unitaires la campagne pour l'annulation des RAC, la généralisation des dépassements d'honoraires est **un tremplin pour développer la mobilisation pour un PLFSS 2025 à la hauteur des besoins**, amplifier le débat de masse dans la convergence des propositions exprimant aussi les besoins locaux prioritaires.

LA FÊTE DE L'HUMANITÉ

13 • 14 • 15 Sept 2024 LA BASE 217 (91)
Le Plessis-Pâté / Bretagne-sur-Orge

La Convergence des Services Publics
sera présente avec
la Coordination Nationale des Comités de défense
des Hôpitaux et Maternités de proximité
et fera signer la pétition
contre les Restes A Charge en santé

Avenue Maurice et Josette Audin
(près de la place Marie Curie)

**Les recueils de signatures « papier »
continuent !**

Nous en avons reçu :

- du collectif des retraités du SNETAP-FSU
- d'ATTAC de la Métropole lilloise

Des séances de signature pendant l'été ont été organisées par les comités de la Coordination à Nantes, Concarneau, Sarlat ...



Faites savoir vos initiatives

Contact : convergencesantesecu@gmail.com

URGENCE SÉCURITÉ SOCIALE

NOS EXIGENCES POUR LE PLFSS 2025

Le budget de la Sécurité sociale (PLFSS 2025) doit être voté avant la fin de l'année 2024. Nous voulons un budget qui réponde aux besoins.

SANTÉ : La France est maintenant sur la voie du sous-développement dans les classements de l'OCDE. Elle doit redevenir le modèle qu'elle était il y a une vingtaine d'années.

► **Mettre fin aux déserts médicaux** qui s'étendent maintenant sur toute la France.

- Il faut former 15 000 médecins par an.
- Former et embaucher également des dizaines de milliers d'infirmières, d'aides-soignantes.
- Développer les centres de santé non lucratifs.

► **Supprimer les restes à charge :**

► **Hôpital public**

- Mettre fin à la politique néo libérale qui favorise les privatisations, la « valeur pour l'actionnaire ».
- Créer les conditions de l'accès aux urgences dans les meilleures conditions.
- Stopper les fermetures de lits, les rouvrir lorsque nécessaire.

► **Prévention :**

- Renforcer la médecine scolaire
- Renforcer la médecine du travail, en indépendance du patronat et supprimer les jours de carence.
- La prévention (examens de prévention, nourriture saine, déterminants sociaux de la santé) est une source énorme d'économies.

► **Le droit à l'IVG doit être effectif.**

► **Maintien de l'AME.**

Tout être humain a droit à être soigné.

► **Psychiatrie.**

Il faut donner les moyens d'un traitement humain et non sécuritaire à la psychiatrie.

► **Médicament.**

Mettre fin aux ruptures de stocks de médicaments dues à la concurrence des multinationales sur le marché mondial et instaurer un pôle public du médicament.

► **Aller vers le « 100 % Sécu »,** le remboursement à 100 % de la prévention et des soins nécessaires.

PERTE D'AUTONOMIE

► Par pure idéologie E Macron a créé une « 5^{ème} branche » de la Sécurité sociale en dehors de la branche maladie, avec un financement fiscalisé très insuffisant et une « gouvernance » (la CNSA), en rupture avec les autres branches.

► **Il faut une loi Grand âge, partant des besoins, avec les moyens nécessaires** (½ point à 1 point de PIB), plusieurs dizaines de milliers d'embauches.

- Maintien des droits conjugaux et de la réversion menacés de coupes budgétaires.
- Nous refusons l'instauration d'une assurance dépendance obligatoire .

RETRAITES :

► **Abroger la réforme Macron,** pour revenir à la retraite à 60 ans

► **Combattre l'image du retraité.e riche,** profiteur et charge sociale insupportable

► **Refus de la désindexation** des retraites de l'inflation, de toute augmentation de la CSG.

► **Augmentation des pensions de 10 %** et ré-indexation des pensions sur le salaire moyen.

PRESTATIONS FAMILIALES

Nombre de familles renoncent à avoir des enfants faute de moyens pour les élever.

► **Revenir à l'universalité des allocations familiales.**

► **Augmenter les prestations familiales,** les APL, créer 500 000 places en crèches non lucratives avec le personnel nécessaire.

FINANCEMENT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

C'est la politique de Macron qui détruit la Sécurité sociale, les services publics, l'industrie. Il faut changer de politique économique et sociale.

Pour financer la Sécurité sociale commençons par supprimer une partie des régressions que nous avons combattues.

► **Remise en cause de la politique de privatisation, de coupes budgétaires, qui sont destructrices et finalement coûteuses par leurs effets délétères.**

► **Pour une loi de programmation avec les moyens humains et financiers nécessaires**

Une infirmière de l'AP-HP : « Il y a de l'argent pour tout sauf pour l'AP-HP ». Exact : il y en a pour les dividendes, pour la dette de la France qui explose, pour la défense, ...

► **L'argent existe.** On connaît les solutions comme l'augmentation des salaires, dont l'égalité femmes – hommes, la remise en cause des effets d'aubaine dans les exonérations et exemptions de cotisations « patronales », le développement de la prévention, la lutte contre la fraude, contre la souffrance au travail,...

Au 21 août, 4595 signatures de la pétition sur internet

<https://www.leslignesbougent.org/petitions/en-finir-avec-les-restes-a-charge-pour-les-malades-17430/>

Maquette papier [sur le site de Convergence](#)